

Burundi : des meetings géants sans crainte du Covid-19 pour le début de la campagne

@rib News, 27/04/2020 - Source AFP La campagne pour les élections présidentielle, législatives, et municipales du 20 mai au Burundi a débuté lundi avec des rassemblements géants, qui ont permis de mesurer à quel point les autorités faisaient fi de l'épidémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

Le parti au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, le CNDD-FDD, a lancé en grande pompe sa campagne à Bugendana, dans la province de Gitega (centre), où il a réuni des milliers de personnes. En présence de plusieurs diplomates et personnalités abrités sous des tribunes, M. Nkurunziza, qui ne se représente pas après 15 ans au pouvoir, a vanté aux militants les mérites de son "héritier", le général Evariste Ndayishimiye, qu'il a dit soutenir "100%". "Je suis venu le présenter aux Burundais, écoutez-le, votez pour lui, il ne vous fera pas honte", a-t-il déclaré, au sujet de ce proche qu'il a connu en 1995 dans le maquis, du temps de la guerre civile (1993-2006). "Nous avons combattu ensemble, nous avons souffert ensemble, nous avons échappé à la mort ensemble (...) Nous sommes les âmes, notre destin est lié à la vie à la mort", a martelé M. Nkurunziza. "Je ne viens pas tout commencer à zéro car on a mis en place les fondations pendant ces 15 années passées", lui a répondu le général Ndayishimiye, en promettant de "passer à une nouvelle étape" et développer le Burundi, l'un des pays les plus pauvres du monde. Aucun des deux hommes n'a fait allusion à l'épidémie de coronavirus, M. Nkurunziza remerciant seulement Dieu pour la "joie" qui prévaut au Burundi, "alors que partout ailleurs dans le monde c'est totalement différent". La campagne s'est ouverte alors que l'opposition accuse le gouvernement de minimiser volontairement l'épidémie de Covid-19, pour éviter que la population ne s'interroge sur l'opportunité de maintenir les élections. - Opposition intimidée - Les autorités, pour lesquelles le pays est protégé par la "grâce divine", n'ont prévu pratiquement aucune mesure de protection spécifique pour les rassemblements électoraux. Le Burundi a recensé officiellement 15 cas de nouveau coronavirus, dont un décès. "La Ceni (Commission électorale) nous a donné des kits constitués de seaux d'eau et de savon pour que les sympathisants qui vont participer aux meetings se lavent les mains, mais on se rend compte que cela ne servira à rien", a reconnu auprès de l'AFP un haut responsable du CNDD-FDD, sous couvert d'anonymat. "Tout le monde aujourd'hui est obnubilé par l'enjeu électoral (...) On va penser à la pandémie plus tard", a-t-il regretté. La maladie n'a en tout cas pas dissuadé les gens de se déplacer. Le principal adversaire de M. Ndayishimiye, le leader historique de l'ex-rébellion hutu des FNL et candidat du Conseil national pour la liberté (CNL), Agathon Rwaso, a rassemblé une foule impressionnante à Ngozi (nord), fief du président Nkurunziza. M. Rwaso a pris un bain de foule avec des paysans agglutinés des deux côtés de la route sur plusieurs kilomètres jusqu'au stade de Ngozi, où se serrait un public en effervescence. Le CNL a aussi mobilisé malgré la répression et les intimidations dont il dit être l'objet. La police a pourtant empêché et plusieurs véhicules de partisans du CNL d'atteindre le lieu du meeting, selon des témoins et les médias burundais. Le pays est plongé dans un cycle de violences et de violations massives des droits humains qui ont fait 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes, depuis la candidature en avril 2015 du président Nkurunziza à un troisième mandat et sa réélection en juillet de la même année. Dans un communiqué publié lundi, Human Rights Watch (HRW) dit avoir recensé ces six derniers mois plusieurs cas de meurtres, disparitions, arrestations arbitraires, menaces et harcèlement à l'encontre d'opposants présumés. "Il y a peu de doutes que ces élections seront accompagnées par encore plus d'abus, alors que les responsables burundais et les membres des Imbonerakure (la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, NDLR) usent de violence avec une impunité presque totale pour permettre au parti au pouvoir de maintenir son emprise", a déclaré Lewis Mudge, directeur Afrique centrale de HRW. La campagne durera jusqu'au 17 mai, selon un décret présidentiel. Elle commence à 06H00 (04H00 GMT) et se termine à 18H00 chaque jour, "toute propagande" en dehors de la période fixée étant interdite.